PORTE FOLIO DES PRATIQUES COLLABORATIVES

En Bretagne et Loire-Atlantique, nous avons recensé plus de 1200 initiatives d'économie collaborative. Et tous les jours, de nouveaux services émergent. Toutes ces initiatives ont en commun de permettre l'échange de biens et de services entre particuliers. Pour autant, leur fonctionnement et leur rapport au territoire sont très variés. Afin d'y voir un peu plus clair, les participants du programme DOMINO se sont mis dans la peau de journalistes. Leur défi : décrypter les défis territoriaux de l'économie collaborative. Retrouvez à présent le récit de leurs enquêtes à travers la découverte de dix projets collaboratifs.

UN LEVIER POUR RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR ?

Covoiturage, revente et achat de biens d'occasion, dons, partage d'information et de connaissances : les pratiques collaboratives se développent depuis quelques années ; de nouveaux usages apparaissent, d'autres se démocratisent, esquissant pour certains une société plus contributive.
Mais pour quelles raisons une personne décide-t-elle d'échanger, de partager quelque chose ? Pourquoi d'autres ne le font pas ? Comment alors diffuser cette culture du partage et rendre accessible ces usages à l'ensemble des acteurs d'un territoire ? Plus largement, ces pratiques collaboratives sont-elles seulement une évolution des formes de consommation ou esquissent-elles de nouvelles formes d'implication, renforçant ainsi les capacités d'agir individuelles et collectives ?

LA CORDÉE

La Cordée est un réseau privé d'espaces de coworking lancé en 2011 par deux anciens élèves d'HEC. Six ans plus tard, l'entreprise gère 13 lieux dont un à Rennes.
La Cordée est née d'un constat : les travailleurs autonomes (entrepreneurs, indépendants, télétravailleurs, ONG…) sont de plus en plus nombreux, et pourtant souvent très seuls. Et d'une volonté : celle de développer l'entraide entre ces travailleurs, et tous ceux qui cherchent un écosystème créatif et dynamique. Sa spécificité aujourd'hui : La Cordée repose sur un maillage d'espaces de petites tailles, communautaires, diversifiés et reliés, soutenus par un réseau social partagé par tous les membres.
Chacun des espaces de coworking propose une multitude de services : des bureaux en open space, des salles de réunion, une connexion wifi très haut débit, des casiers pour les affaires, une imprimante multifonctions en réseau, un espace de détente et des boissons chaudes illimitées (thé et café), mais aussi la domiciliation des entreprises de ses membres, une comptabilité et l'accompagnement pour les démarches fiscales. Leur modèle économique repose sur une formule d'abonnement à l'heure ou au mois, avec facturation en sus des éventuels services souscrits.

Qu'est-ce qui facilite la capacité d'initiative et de coopération entre vos membres ?
Le point de vue de l'animateur de La Cordée de Rennes.
À La Cordée, tout est pensé pour favoriser les échanges et la convivialité. Et en premier lieu, l'aménagement même du lieu : un espace partagé. Des moments dédiés permettent aussi de renforcer les liens entre les membres. Au cours des déjeuners et des goûters, tout le monde est mis à contribution sur un projet. En soirée, des événements thématiques (apéro graphisme par exemple) ou coopératifs (pour présenter son projet rapidement) sont organisés.
Par ailleurs un "couteau-suisse", autrement dit l'animateur du lieu, est présent au quotidien pour accompagner les membres dans leur auto-organisation et auto-régulation.
La Cordée n'est pas un espace militant, mais un espace de travail. Les personnes y restent pour le côté convivial. Ils y discutent de thématiques diverses, qui ouvrent les idées et les propositions de collaboration. Lorsqu'un projet germe, c'est la communauté qui l'accompagne, avec les ressources à sa disposition.
« La concurrence n'est pas la solution efficace au niveau local, on a tout intérêt à ouvrir sa création du projet aux autres mélanger les générations et les groupes sociaux pour convaincre. (...) On va plus vite dans la bonne humeur ». Simon, Couteau suisse de la Cordée de Rennes.

PROFLAB

ProfLab est une association nationale qui œuvre en faveur d'une innovation pédagogique coopérative faîte par l'école et pour l'école. Ce n'est pas un dispositif mais un réseau de communautés locales de mise en partage des innovations éducatives portées par ses membres. Son projet est né d'un constat : les acteurs du monde de l'éducation travaillent beaucoup les uns à côté des autres, mais assez peu les uns avec les autres.
ProfLab s'appuie sur une méthodologie d'animation entièrement documentée sur Internet et fortement empreinte des valeurs du Libre et des FabLabs (coopération, ouverture et circulation des idées).
Concrètement, les communautés locales organisent des « visites » de classes de membres du ProfLab, des ateliers de travail thématiques, des grands chantiers coopératifs, etc.
Se voulant entièrement libre, le ProfLab ne fonctionne pas selon un système de cotisation ou d'adhésion. Tout collectif voulant monter un ProfLab peut donc utiliser librement la méthodologie disponible. Le projet s'appuie sur des ressources et du temps bénévole. Il ne dispose d'aucune ressource financière à l'heure actuelle.

Quelle est la plus-value de ce projet pour ses membres ?

Point de vu de Julien Gourriou, co-fondateur de la méthodologie ProfLab

Un des premiers impacts de la mise en place d'un ProfLab réside dans sa capacité de mise en réseau d'enseignants ne travaillant d'habitude pas ou peu ensemble. C'est ainsi le cas au sein de la Cité scolaire de Beaumont (Redon) : *"Aujourd'hui je travaille avec des collègues du lycée professionnel que je n'avais jamais rencontré avant la création du ProfLab. On a vraiment le sentiment que ça permet de croiser des personnes qui ont d'autres façons de faire."*
Le ProfLab de Beaumont entraîne une évolution des pratiques pédagogiques des enseignants qui y participent. Le rapport aux élèves évoluent également, tout comme les relations entre les professeurs. Il s'agit en quelque sorte d'un apprentissage de la coopération au cours duquel des réflexes, des méthodes de travail ainsi que des postures s'installent progressivement.
"Petit à petit, on s'est rendu compte que certains professeurs revendiquaient leur appartenance au ProfLab, notamment à partir du moment où ils acceptaient d'« ouvrir » leur classe aux autres enseignants."

UN ESPACE D'INNOVATION PUBLIQUE ?

Basées sur des échanges entre pairs (individus, organisations) au sein d'une communauté, les pratiques collaboratives bouleversent progressivement nos façons d'accéder à l'information, de consommer, de produire, de travailler et finalement, de vivre sur les territoires. Facilitée par le partage d'information, l'expertise citoyenne se renouvelle, les formes d'implication aussi. De nouveaux services et des pratiques émergent, sans que les collectivités puissent toujours les repérer ou même les accompagner. Face aux dynamiques horizontales et distribuées qui se développent, l'acteur public est peu outillé, plus habitué au système centralisé et hiérarchique qui caractérise son fonctionnement interne.
Ne peut-on pas imaginer un service public local collaboratif, qui permette à la collectivité d'innover dans son organisation interne et dans sa façon de concevoir des politiques ? Plus largement, alors que la désaffection des citoyens pour la chose publique s'accentue, les pratiques collaboratives peuvent-elles permettre de renouveler les mécanismes de la démocratie locale en repensant les relations entre acteur public et société civile (citoyens, organisations) ?

LA SPHÈRE

La Sphère est un espace de travail partagé (coworking) impulsé et animé depuis 2015 par la Communauté de Communes du Pays de Landivisiau. Ce projet est né d'un double constat : le nombre de travailleurs indépendants est en augmentation sur le territoire et les zones d'activité existantes ne permettent pas de les soutenir. Il s'agissait donc d'impulser un nouveau dispositif pour renforcer la stratégie de développement économique du territoire.
Si les enjeux numériques ont occupé une place importante dans la réflexion ayant amené à la création de l'espace de travail partagé, ce projet a été dès l'origine pensé pour accueillir une diversité de publics, au delà des acteurs de l'économie numérique ; qu'ils soient travailleurs indépendants, bénévoles d'une association ou salariés en déplacement.
Et ce pari est aujourd'hui réussi : les usagers de La Sphère viennent d'horizons et de réseaux qui ne se croisent pas habituellement. *« On peut voir le boucher du coin aller parler à un grand groupe, une SCOP du territoire parler à des informaticiens freelance, … ça crée une émulation et les gens restent parler bien après la fin de l'animation »* Pour la Communauté de Communes du Pays de Landivisiau, cette dynamique permet aussi de rejoindre des acteurs qui ne fréquentent pas ou peu les établissements institutionnels.

Cette démarche peut-elle être essaimée sur d'autres territoires ?

Point de vu de Mathilde Freyard, Responsable du développement économique à la Communauté de communes du Pays de Landivisiau

Nombreux sont les espaces disponibles ou sous utilisés sur les territoires. C'était le cas du local qui abrite aujourd'hui la Sphère. Auparavant occupé par un club hippique, ce bâtiment – proche du centre de Landivisiau et rénové en 2008 – était alors vacant. Ce projet a permis de donner une seconde vie à cet espace bâti, sans pour autant engager de frais importants.
Par ailleurs, Mathilde Freyard en est convaincue, tous les territoires sans exception sont aujourd'hui concernés par la question du travail indépendant. Les espaces ruraux accueillant des populations peuvent aussi susciter la création de nouvelles activités portées par les habitants qui sont souvent désireux de lancer des activités là où ils résident. Si les dynamiques sont encore expérimentales, les projets se développent. Mon Autre Bureau, réseau d'espaces de coworking initié sur le territoire du Pays de Redon par la Medefi, est à ce titre très intéressante. Elle permet d'étoffer l'offre d'espaces de travail en labellisant des lieux existants sur le territoire ; et donc de répondre aux besoins, au plus près des habitants.

LES AMIS DU TRANSFORMATEUR

Depuis 2005, l'association « Les amis du transformateur » est conventionnée par le conseil départemental de Loire Atlantique pour la gestion et l'aménagement d'une friche industrielle de 5 hectares située à Saint-Nicolas de Redon (en Loire Atlantique) et classée Espace Naturel Sensible (ENS).
La gestion et l'aménagement de cet espace repose sur trois idées : procéder par essais (droit à l'erreur), lier l'aménagement et l'entretien du site (recycler les déchets sur place), ouvrir le site au public. Pour mener à bien sa mission, l'association organise donc régulièrement des chantiers participatifs : pour entretenir le potager, l'espace d'élevage, les arbres fruitiers, les ruches, etc. Ces actions permettent notamment de prévenir les inondations et de développer la biodiversité.

Quelle est la plus-value de cette démarche ?
Point de vu de Barbara Monbureau et Gabriel Chauvel, administratrice et co-fondateur de l'association.
Le projet des Amis du Transformateur propose un mode d'action publique innovant en matière d'aménagement des espaces publics. Au lieu de missionner un bureau d'étude spécialisé pour imaginer un programme d'aménagement et mettre en place une maîtrise d'oeuvre, la collectivité s'est associée aux acteurs et usagers territoriaux pour envisager une gestion douce et continue du site. Les techniciens du Département et de la commune ont joué un rôle central au niveau de la coopération opérationnel du projet, en facilitant la coordination des services techniques et des chantiers participatifs (mise à disposition d'outils, de machine). Finalement, cette proposition a permis de garder la mémoire industrielle du site, tout en adaptant son aménagement aux spécificités du territoire, au gré des expérimentations. Ce mode d'action s'est révélé moins coûteux qu'une procédure d'appel d'offre et plus vertueux du point de vue des usages (appropriation durable par les publics).

UN VECTEUR DE SOLIDARITÉ DE PROXIMITÉ ?

Alors que les financements publics se réduisent et que les difficultés sociales persistent, des initiatives – privées et collectives – de solidarité et de proximité fleurissent sur les territoires. En favorisant la réutilisation et le partage de biens, de services et de connaissances, les pratiques collaboratives peuvent-elles contribuer à renforcer le mieux vivre ensemble sur les territoires ? Dans quelles mesures ces initiatives permettent-elles de consolider les mécanismes de solidarité de proximité ? Quelles complémentarités avec les programmes de solidarités publics ?

CARTE SORTIR !

Lancée en 2010, la carte Sortir ! – nominative et gratuite – permet aux rennais de pratiquer des activités culturelles à tarifs préférentiels. Tous les domaines sont concernés : sport, arts, mais aussi projets culturels (tournois de sports) et sorties en groupe.

La création de ce dispositif est le fruit d'une démarche politique ancienne, engagée dès 1994 pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par le passé, plusieurs expériences ont été menées pour surmonter les premiers obstacles à la démocratisation culturelle : l'accès financier, social, psychologique ou culturel. Fruit d'une réflexion partagée, le dispositif Carte Sortir ! propose une approche collaborative de l'action culturelle. L'aide financière proposée est une condition nécessaire mais pas suffisante de la réussite du projet. L'accompagnement social et la médiation culturelle constituent les deux enjeux incontournables du dispositif.

En quoi ce projet propose-t-il une approche collaborative de l'action culturelle ?

Point de vu de Norbert Friant, responsable du Service Numérique à Rennes Métropole.

La mise en œuvre de ce dispositif repose sur l'engagement de nombreux partenaires institutionnels (collectivités, associations, équipements…) et professionnels (travailleurs sociaux, médiateurs culturels…). Ces acteurs forment désormais un réseau actif qui constitue le socle du dispositif. Ils en assurent le bon fonctionnement, le suivi et l'amélioration continue. Ainsi, professionnels et bénévoles des équipements de quartiers accompagnent les utilisateurs de la carte SORTIR ! dans la découverte des structures et de l'offre culturelle rennaise. Ils peuvent aussi organiser des activités à leur attention, sous la forme de rencontres entre les artistes et le public, de visites guidées, d'ateliers découverte… Finalement, ce réseau vient renforcer le maillage territorial de l'action sociale.

LE SYSTÈME D'ECHANGE LOCAL DE VILAINE

Le Système d'Échange Local de Villaine a été créé en 2000, dans le but de contribuer aux développement de liens sociaux et solidaires entre les habitants (en dehors du système monétaire classique). Le SEL de Vilaine permet aujourd'hui à plus de 90 habitants de Redon et ses alentours d'échanger des biens, des services, des savoirs ou des savoir-faire. Pour permettre l'organisation d'échanges réciproques asynchrones, les usagers du SEL utilisent un unité d'échange locale basé sur le temps (une minute = un marron).

Concrètement, le SEL est une association loi 1901. Il bénéficie du soutien du Centre Social de Redon qui met des salles à sa disposition en fonction de leur besoin. Économiquement, leurs ressources proviennent exclusivement des cotisations des adhérents. Leurs dépenses financières restent modestes, puisque toutes les activités reposent sur les échanges entre adhérents et s'appuie sur une monnaie temps.

Quels impacts pour le territoire ?

Point de vue de Régine Villatel du SEL de Vilaine.

Le SEL de Vilaine renforce la confiance et la convivialité entre les habitants du pays de Redon. En ce sens, il contribue au mieux-vivre ensemble. Il permet la rencontre et l'entre-aide entre des personnes qui n'ont pas l'habitude de se côtoyer. La diversité générationnelles s'est ainsi accentuée ces dernières années, favorisant le développement de liens de solidarité intergénérationnels.

Le développement des SEL peut susciter localement des inquiétudes lorsque les services échangés s'inscrivent dans des champs concurrentiels (menuiserie, plomberie, …). Et cette question fait l'objet d'une vigilance particulière au sein de l'association. L'ambition du SEL de Vilaine n'est pas de nuire aux dynamiques économiques locales ; bien au contraire. C'est pourquoi les échanges proposés doivent rester ponctuels et relever du coup de main. Il s'agit avant tout de permettre aux habitants de se dépanner, pour briser l'isolement et renforcer les liens d'entraide.

UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ?

Alors que la mondialisation de l'économie est souvent synonyme de délocalisation et donc de suppression des emplois sur les territoires, des alternatives de co-productions locales émergent depuis quelques années : circuits-courts alimentaires, coopératives d'énergie citoyenne, ou encore réseaux d'échanges de savoirs et initiatives de valorisation du patrimoine matériel et immatériel. En parallèle, l'essor du numérique et des plate-forme d'intermédiation favorisent le développement de services collaboratifs (comme le covoiturage la revente d'objets entre particuliers par exemple) – dans lesquels les usagers sont tantôt demandeur, tantôt offreur. Ces pratiques collaboratives permettent de co-produire un service, un bien ou des savoirs, entre acteurs d'un même territoire. Comment imaginer alors une répartition des richesses créées qui soient favorables au territoire et à ses citoyens ?

LE CLIC DES CHAMPS

Le « Clic des champs » est un collectif créé en 2013. Son objectif est de créer du lien entre producteurs et consommateurs. Tout d'abord en organisant la distribution, sur le territoire Nord Ouest de Rennes, de produits alimentaires locaux et de qualité par le biais d'un site web. Mais aussi par l'organisation de diverses manifestations (visite de fermes, soirée à thème, etc.). Les producteurs du Clic des Champs sont engagés dans une démarche d'agriculture écologiquement performante et la très grande majorité d'entre eux est en agriculture biologique (ou en transition). Ils ont choisi d'optimiser leur mode de production en fonction des besoins des consommateurs. Le « Clic des champs » regroupe aujourd'hui 630 adhérents, composés de producteurs, d'artisans-transformateurs, de consommateurs et d'associations environnementales. Après plus d'un an d'exploitation du site web, l'équilibre budgétaire prévisionnel est atteint avec une marge de progression importante identifiée. Outre la qualité des produits proposés (déterminante dans la réussite du projet), le succès de cette activité est due en particulier à la structure de vente (vente de détail par Internet, pas de panier imposé) et à la volonté de tous les acteurs d'établir des liens de proximité entre consommateurs et producteurs (notamment par les échanges au sein du CA ou tous sont représentés).

Quelle plus-value pour le territoire ?

Points de vu de Olivier Clisson, président, paysan boulanger à Parthenay et Julien Couraudon, vice président, consommateur.

Le « Clic des champs » est par nature tourné vers son territoire (Nord-Ouest de Rennes), Il vise en particulier à développer l'activité des producteurs et artisans locaux adhérents mais aussi à aider à l'installation de nouveaux. Il offre pour cela une opportunité de débouché (vente de produits sur le site) mais également une zone d'échange avec les collectivités, en particulier à travers les associations adhérentes (Parthenay 21, SGNE, Colocaterres et Terre de Clayes).

CASTEL FABLAB

Le Castel Fablab a été créé fin 2015 par Maxime Fourreau, membre de le la jeune chambre économique de Châteaubriant et gérant de l'entreprise Orinox, dans laquelle est hébergée le Fablab. Sous statut associatif, il compte aujourd'hui une vingtaine de membres - qui se réunissent une fois par semaine et le week-end. On y retrouve des entrepreneurs, des salariés, des jeunes mais aussi des personnes âgées qui viennent par curiosité. Parmi les partenaires, on retrouve aux côtés d'Orinox l'entreprise « Team plastique », qui a fait don d'une imprimante 3D ; la mairie de Châteaubriant participe également à l'accompagnement de l'association. Mais pour l'instant [au printemps 2016, NDLR] le fablab n'a pas réussi à fédérer d'autres acteurs sur le territoire.

Quels impacts du Fablab sur le pays de Chateaubriant ?

Point de vue de Maxime Fourreau, président du Castel Fablab.

L'impact le plus direct du fablab est de montrer que la technologie est accessible à tous. On a pas besoin d'habiter à Paris pour avoir accès à la technologie.[...] Le projet du fablab montre aussi qu'en proposant des actions à plusieurs, il y a moyen de faire bouger les choses sur son territoire. [A termes], j'aimerai que le fablab participe à l'émergence d'un dynamisme autour de la réimplantation d'écoles et d'entreprises sur le territoire.

UNE OPTIMISATION DES RESSOURCES TERRITORIALES ?

Bricothèque, ateliers et jardins partagés, recyclerie et up cycling, flotte de véhicules partagés, espace de coworking ; toutes ces pratiques conduisent à repenser la manière de fabriquer et d'habiter son territoire, avec plus de services et moins d'infrastructures. En ce sens les pratiques collaboratives peuvent permettre de réduire les actifs dormants, de valoriser les déchets et plus largement, de réduire le gaspillage des ressources. Mais comment imaginer des biens et des espaces plus facilement partageables ? Comment fluidifier les formes de partages ?

LA ZONE DE GRATUITÉ DE LA PÉRUSIENNE

Sur la commune de Saint Pérreux, à côté de Redon, l'association La Périsienne organise depuis 2014 des Zones de gratuité. Le temps d'un week-end, l'association installe un espace éphémère de dons, permettant aux passants d'emporter et/ou de déposer gratuitement un objet. Sa motivation ? Sensibiliser à la réduction des déchets en encourageant le réemploi des biens. A chaque événement, ce sont plusieurs centaines de contributeurs qui se déplacent. Et en 2016, près de 2 tonnes de livres, vêtements, articles électroménagers, petits meubles, vélos, instruments de musique, ont ainsi trouvé acquéreurs.

Quelle est la plus-value de cette action ?

Point de vue de Henri-Claude Couronné, co-président de l'association La Pérusienne

Ces événements permettent de rejoindre des publics à priori peu sensibilisés aux questions environnementales. « Dès la première édition, l'événement a attiré bien plus de monde que ce à quoi l'on s'attendait. On a pu voir des personnes de tout âge, il y avait des adolescents, des enfants, des parents et aussi des retraités. On a vu beaucoup de personnes qu'on ne voit habituellement pas dans les cercles un peu "écolos" que l'on fréquente. »

Et c'est tout l'intérêt des zones de gratuité : elles permettent d'engager une réflexion sur nos modes de consommation. « On se place dans une logique d'économie circulaire finalement et d'une consommation plus collaborative. Si on prend l'exemple de la perceuse qui ne sert que 2h pendant sa durée de vie, on peut se dire que les zones de gratuité peuvent en partie remédier à ça. Quelqu'un qui ne se servira plus viendra la déposer, elle sera récupérer par quelqu'un qui en a besoin pour un chantier puis il la ramènera à la prochaine zone de gratuité. »

L'HÔTEL PASTEUR

Construit à partir de 1888 sur les bords de la Vilaine, en plein cœur de Rennes, le bâtiment de la place Pasteur est destiné à l'origine aux étudiants en sciences. À partir de 1965, les départements de sciences déménagent petit à petit sur le nouveau campus de Beaulieu. Ne reste aujourd'hui que le centre de soins dentaires du CHU, qui devrait à son tour quitter les lieux. Que faire alors de ce bâtiment de 8 000 m² qui, à l'image d'une partie du patrimoine des villes, coûte cher à entretenir et à réhabiliter ? Si le rez-de-chaussée accueillera une école maternelle, la Ville de Rennes a fait le choix, début 2103, dans le cadre de l'Université Foraine, d'engager une démarche expérimentale et innovante de réflexion sur la future occupation du reste du bâtiment.

Point de vue de Sophie Ricard, architecte et coordinatrice de l'Hôtel Pasteur.

En quoi ce lieu est-il un espace mutualisé « pas comme les autres » ?

L'idée de l'Hôtel Pasteur est d'imaginer l'avenir du lieu en partant des usages : en accueillant des projets éphémères, qui offrent aux acteurs de tous horizons la possibilité de réinventer leurs pratiques ; en contrepartie, ceux-ci doivent entretenir le lieu et en sont responsables.
« On ne loue pas des mètres carrés. Ici, c'est gratuit. On travaille sur l'appropriation et non la propriété. »

Comment fonctionne-t-il ?

La gouvernance du lieu est gérée par la « Mission Pasteur », qui rassemble la collectivité et certains acteurs de la société civile ; son fonctionnement est encadré par une charte ; la société Territoires Publics assure quant à elle l'animation du lieu.

PARTENAIRES ET CRÉDITS

Domino est un programme de recherche-action co-piloté par Collporterre et l'Institut Mines Télécom Atlantique, en partenariat avec le laboratoire Ciaphs de l'Université de Rennes 2, la Fondation Internet Nouvelle Génération (Fing), l'Association pour le Développement de l'Économie Sociale et Solidaire (Adess) du Pays de Brest, le laboratoire LEMNA de l'Université de Nantes, le département Sciences Sociales et de Gestion de l'Institut Mines Télécom Atlantique.

Domino a été rendu possible grâce au soutien financier de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe).

Sauf mention contraire, l'ensemble des productions sont la propriété de Collporterre, disponibles sous licence Créative Commons CC by SA 4.0.

Graphisme : Formes Vives